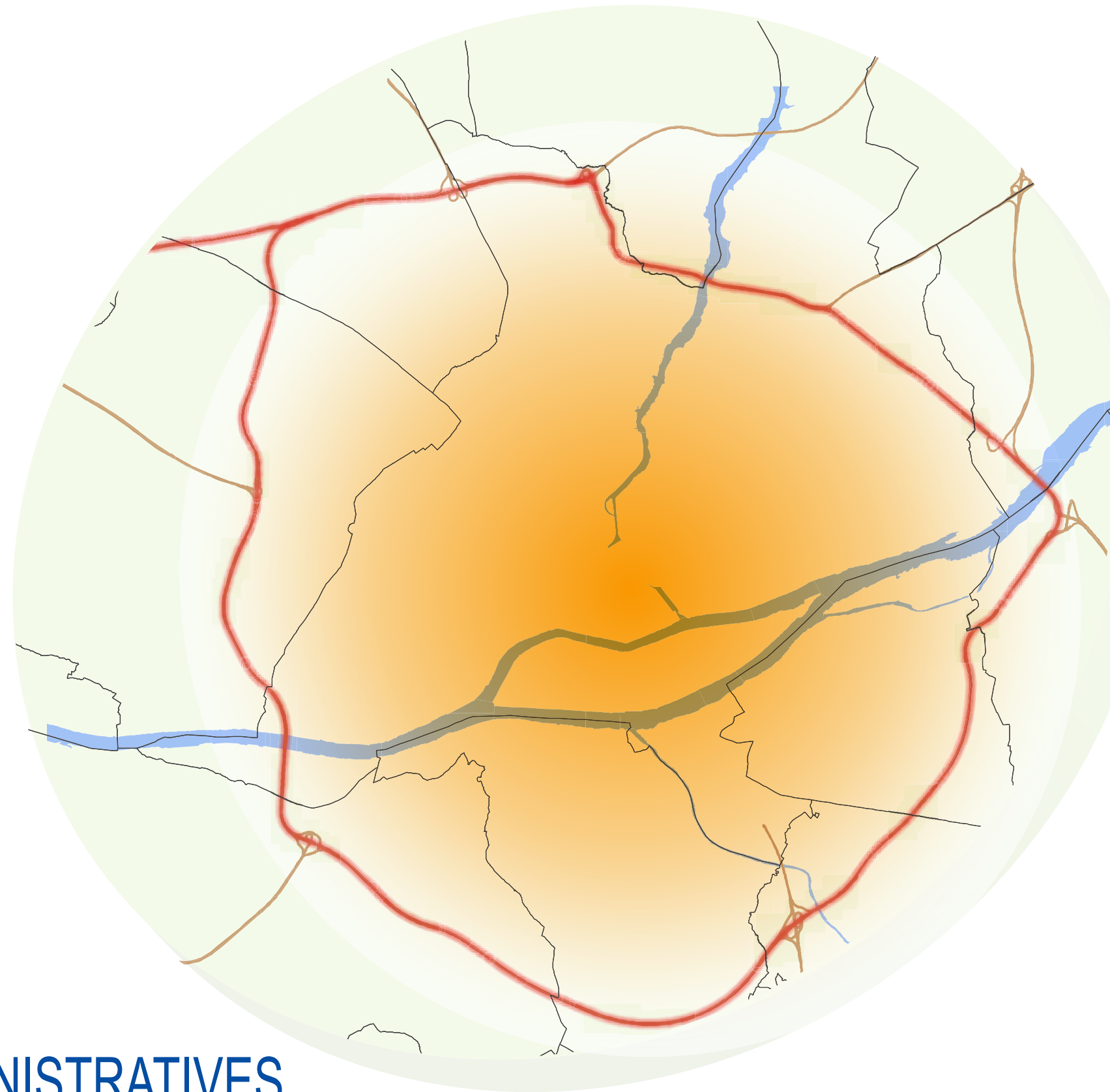


A844

Travaux d'aménagement de la section nord du périphérique de l'agglomération nantaise

PIÈCE A :

INFORMATIONS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES



Identification du document et suivi des modifications

Identification projet			Tranche d'étude	Libellé de la pièce	
Étude préalable à la DUP du périphérique nord			Tranche conditionnelle 5	Dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique Partie A	
Version	Date	Modification	Établi par	Vérifié par	Contrôlé par
1	24/02/2015	Première émission	MGU	CAR	PSS
2	24/03/2015	Prise en compte des remarques de la DREAL reçues les 9 et 12 mars 2015	MGU	CAR	PSS
3	16/04/2015	Prise en compte des remarques de la DREAL reçues le 16/04/15	MGU	CAR	PSS
4	25/08/2015	Prise en compte des remarques issues de la CIS	MGU/CAR	CAR	PSS
5	11/01/2016	Prise en compte des remarques de l'AE	CAR	CAR	/

SOMMAIRE

I. Objet et conditions de l'enquête 3

I.1. Objet de l'enquête..... 4

I.2. But de l'enquête publique 4

I.3. Contenu du dossier d'enquête préalable à la DUP 5

II. Insertion de l'enquête dans la procédure administrative 7

II.1. Procédures préalables à l'enquête publique 8

II.1.1. Études préalables..... 8

II.1.2. Concertation avec le public 8

II.1.3. Concertation avec les acteurs institutionnels 9

II.1.4. Consultation de l'autorité environnementale 9

II.2. Déroulement de l'enquête publique 9

II.2.1. Désignation d'un commissaire enquêteur et mesures de publicité..... 9

II.2.2. Objet, déroulement et issue de l'enquête publique..... 9

II.3. Procédures engagées simultanément ou à la suite de l'enquête publique 10

II.3.1. Déclaration d'utilité publique 10

II.3.2. Compatibilité avec les documents locaux d'urbanisme 10

II.3.3. Procédure d'archéologie préventive 10

II.3.4. Procédure dite Loi sur l'Eau 10

II.3.5. Enquête parcellaire et procédure d'expropriation 11

II.3.6. Procédure de défrichement 11

II.3.7. Procédure de dérogation à la destruction et / ou au déplacement d'espèces protégées 11

II.3.8. Procédure de classement / déclassement de la voirie 11

II.3.9. Autres procédures 11

II.3.10. Construction et exploitation de l'ouvrage 12

III. Textes régissant l'enquête publique..... 13

III.1. Textes relatifs aux enquêtes publiques 14

III.2. Textes relatifs aux études d'impact..... 14

III.3. Textes relatifs à l'évaluation des incidences Natura 2000 14

III.4. Textes relatifs à l'évaluation socio-économique..... 14

III.5. Textes relatifs à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme
14

III.6. Textes relatifs à la protection de la nature et du paysage 14

III.7. Textes relatifs au patrimoine et aux fouilles archéologiques 15

III.8. Textes relatifs à l'eau et aux milieux aquatiques 15

III.9. Textes relatifs à la lutte contre le bruit 15

III.10. Textes relatifs à l'air et à l'atmosphère 15

I. Objet et conditions de l’enquête

I.1. Objet de l'enquête

Long de 42 kilomètres, le périphérique nantais assure la continuité de grands itinéraires de transit nationaux, dessert les grands équipements de la métropole et distribue les circulations indispensables au fonctionnement de l'agglomération nantaise. Il a été aménagé progressivement sous diverses maîtrises d'ouvrage (État, conseil général, agglomération de Nantes, Cofiroute) ce qui a conduit à lui donner des caractéristiques relativement hétérogènes sur l'ensemble de son linéaire.

Il est actuellement exploité par la DIR Ouest, à l'exception de la section comprise entre les portes de Gesvres et de Rennes, concédée et exploitée par Cofiroute.

Un accord entre le Préfet de la région Pays de la Loire et les collectivités locales (conseil régional des Pays de la Loire, conseil général de Loire-Atlantique et Nantes Métropole) a été conclu lors du comité de pilotage du 9 juillet 2010. Cet accord prévoit notamment l'étude prioritaire de l'aménagement du périphérique nord de l'agglomération nantaise.

Avec le développement de l'aire urbaine, le trafic empruntant le périphérique a cru de façon importante, jusqu'à accueillir plus de 100 000 véhicules par jour sur certaines sections ; la congestion du réseau est de ce fait significative aux heures de pointe. Le périphérique nord est la section la plus chargée de cet axe et connaît aujourd'hui des congestions récurrentes.

Aussi, dès 2011 les études préalables à la déclaration d'utilité publique (DUP) de l'aménagement du périphérique nord ont été engagées.

Le présent dossier d'enquête publique concerne l'aménagement de la section du périphérique nord de l'agglomération de Nantes située entre les portes d'Orvault et de Rennes (cette section est nommée « périphérique nord » dans la suite du document) sur le territoire de la commune d'Orvault dans le département de Loire-Atlantique.

Il est présenté par l'État, représenté par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, maître d'ouvrage du projet.

L'enquête porte à la fois sur :

- l'utilité publique des travaux d'aménagement ;
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune d'Orvault ;
- l'autorisation du projet au titre de la réglementation sur l'eau et les milieux aquatiques.

I.2. But de l'enquête publique

Le but de l'enquête publique est d'informer la population sur la nature du projet et de permettre au plus grand nombre possible de personnes de faire connaître ses remarques et d'apporter ainsi des éléments d'information utiles à l'appréciation exacte de l'utilité publique de ce projet.

L'opération sera ensuite déclarée d'utilité publique si les atteintes à la propriété privée, le coût financier et, éventuellement les inconvénients d'ordre social et écologique qu'elle implique sont compatibles avec l'intérêt qu'elle présente.

Enfin, il est précisé que dans le cadre de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, les documents soumis à l'enquête ont pour objet de permettre aux intéressés de connaître la nature et la localisation des travaux envisagés, ainsi que les caractéristiques principales des ouvrages et leurs impacts sur l'environnement.

I.3. Contenu du dossier d'enquête préalable à la DUP

Le présent dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique est composé des parties suivantes :

- **Partie A : Informations juridiques et administratives**
- **Partie B : Plan de situation**
- **Partie C : Notice**

Notice présentant les aspects matériels et géographiques de l'opération. La notice a pour objet d'expliquer les raisons du choix du parti d'aménagement, de démontrer l'utilité publique du projet et sa faisabilité. Elle indique l'objet de l'opération et les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'insertion dans l'environnement, parmi les partis envisagés, le projet soumis à l'enquête a été retenu.

- **Partie D : Plan général des travaux**
- **Partie E : Étude d'impact**

Étude d'impact rédigée conformément à l'article L.122-1 et suivants et aux articles R.122-1 à R.122-16 du code de l'environnement. L'étude d'impact synthétise l'évaluation des incidences du projet sur l'environnement et propose les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts.

- **Partie F : Avis de l'autorité environnementale**
- **Partie G : Évaluation économique et sociale**
- **Partie H : Mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune d'Orvault**

II. Insertion de l'enquête dans la procédure administrative

II.1. Procédures préalables à l'enquête publique

II.1.1. Études préalables

Le projet d'aménagement du périphérique nord de l'agglomération de Nantes a fait l'objet d'études préalables. Ces études ont porté successivement sur :

- la constitution de diagnostics technique, socio-économique, environnemental et paysager sur le périphérique nord mis en relation avec l'ensemble du périphérique de Nantes ;
- la réalisation d'une synthèse des enjeux et contraintes du territoire ;
- l'analyse comparative multicritère des scénarios d'aménagement ;
- l'étude de la solution retenue proposée à l'enquête publique.

II.1.2. Concertation avec le public

Le projet d'aménagement du périphérique nord de l'agglomération de Nantes a fait l'objet d'une concertation publique. Cette concertation s'inscrit dans le cadre de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme. Celui-ci prévoit l'organisation d'une concertation en cas de réalisation d'un investissement routier d'un montant supérieur à 1 900 000 euros :

- ayant lieu dans une partie urbanisée d'une commune ;
- conduisant à la création de nouveaux ouvrages ou bien modifiant l'assiette d'ouvrages existants.

Cette concertation publique s'est déroulée du 11 juin au 17 juillet 2014.

II.1.2.1. Dossier de concertation

Un dossier de concertation explicitant le projet de manière détaillée a été mis à disposition du public durant la durée de la concertation :

- sur le site internet de la DREAL des Pays de la Loire ;
- au centre technique municipal d'Orvault ;
- en mairie annexe de Nantes nord ;
- au pôle Erdre et Cens de Nantes Métropole.

II.1.2.2. Presse

Un communiqué de presse et un dossier de presse ont été publiés lors du lancement de la phase de concertation. Ces éléments du 11 juin 2014 précisaient les modalités de concertation.

Un reportage-interview a été diffusé sur France 3 Pays de la Loire le 12 juin 2014.

Des articles ont été publiés dans la presse aux dates suivantes :

- 12 juin 2014 dans Ouest France, Presse Océan, 20 Minutes ;
- 17 juin 2014 dans 20 Minutes ;
- 24 juin 2014 dans Ouest France ;
- 25 juin 2014 dans 20 Minutes, Métronews ;
- 28 juin 2014 dans Ouest France.

II.1.2.3. Réunion publique

Une réunion publique a été organisée au cours de cette concertation publique. Cette réunion s'est déroulée le 26 juin à 18h30 à la salle festive nord sur la commune de Nantes. Elle avait notamment été annoncée en amont par la mise en place d'une affiche dans les lieux d'expression des avis du public (centre technique d'Orvault, pôle Erdre et Cens de Nantes Métropole, mairie annexe de Nantes) sur la porte de la salle festive nord de Nantes. La presse a également relayé l'information. Enfin, ces informations étaient également disponibles sur le site internet de la DREAL.

Cette réunion a été présidée par le secrétaire général de la préfecture accompagné du premier vice président de Nantes Métropole. Elle a rassemblé environ 200 personnes.

II.1.2.4. Registres, courriels et courriers

Des registres ont été mis à disposition au centre technique municipal d'Orvault, en mairie annexe de Nantes et au pôle Erdre et Cens de Nantes Métropole pendant toute la période de concertation.

Ils ont permis de recueillir 92 observations.

Un recueil d'avis par courriel a été mis en œuvre (adresse : concertation.peripherique-nord-nantes@developpement-durable.gouv.fr). Il a permis de recueillir 73 avis.

13 avis ont enfin été reçus par courrier.

II.1.2.5. Site internet

Les documents de la concertation étaient disponibles en téléchargement sur le site internet de la DREAL des Pays de la Loire :

- Dossier de concertation ;
- Dossier de synthèse ;
- Affiche d'annonce de la concertation.

II.1.3. Concertation avec les acteurs institutionnels

Une première version du dossier de concertation a fait l'objet d'une consultation inter-administrative en mars/avril 2014 avant mise à disposition du public du 11 juin au 17 juillet 2014. Il est devenu le dossier de concertation après la prise en compte des différentes remarques sur le fond et la forme émises par les services interrogés. Ce dossier, contenant l'intégralité des informations mises à disposition du public, a été le support principal des échanges.

Dans le cadre de cette consultation inter-administrative, les services suivants ont été consultés :

- Nantes Métropole ;
- conseil général de Loire-Atlantique ;
- conseil régional des Pays de la Loire ;
- Préfecture (communication) ;
- Direction départementale de la sécurité publique (DDSP) ;
- Service départementale d'incendie et de secours (SDIS) ;
- Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) ;
- Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) ;
- Agence régionale de santé (ARS) ;
- Direction interdépartementale des routes de l'Ouest (DIRO) ;
- Chambres consulaires : chambre de commerce et d'industrie régionale, chambre d'agriculture, chambre des métiers ;
- Le pôle métropolitain Nantes – Saint-Nazaire.

Une fois la période de consultation sur le projet terminée, le maître d'ouvrage a établi un bilan de la consultation.

II.1.4. Consultation de l'autorité environnementale

Les législations européennes et nationales prévoient que les évaluations d'impacts environnementaux des grandes opérations soient soumises à l'avis, rendu public, d'une « autorité compétente en matière d'environnement » : l'Autorité environnementale.

En vertu du R.122-7 du code de l'environnement, l'étude d'impact et le dossier de demande d'autorisation (ici le dossier d'enquête publique) ont été soumis pour avis à l'autorité de l'État compétente en matière d'environnement. Conformément au II de l'article R.122-6 du code de l'environnement, l'autorité compétente en matière d'environnement est la formation d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).

L'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement donne son avis dans un délai de trois mois suivant la date de réception du dossier comprenant l'étude d'impact. L'avis est réputé favorable s'il n'a pas été émis dans ce délai. L'avis ou l'information relative à l'existence d'un avis tacite est rendu public par voie électronique sur le site internet de l'autorité chargée de le recueillir (article R122.7 du code de l'environnement).

Cet avis est présenté dans la Partie F.

II.2. Déroulement de l'enquête publique

II.2.1. Désignation d'un commissaire enquêteur et mesures de publicité

Préalablement à l'ouverture de la présente enquête, le maître d'ouvrage a adressé au préfet de Loire-Atlantique, pour être soumis à enquête, le présent dossier constitué conformément aux articles R.112-4 et R.112-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et comprenant, en outre, un document mentionnant les textes qui régissent l'enquête et indiquant la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative à l'opération considérée.

Le préfet a saisi, en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête, le président du tribunal administratif dans le ressort duquel doit être réalisée l'opération et lui a adressé à cette fin une demande précisant l'objet de l'enquête ainsi que la période d'enquête retenue.

Le président du tribunal administratif a désigné un commissaire enquêteur ou les membres d'une commission d'enquête au sein de laquelle il a choisi un président.

Un avis d'enquête a été publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête dans deux journaux locaux. Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis a été publié par voie d'affiche dans la commune d'Orvault. Pendant la même période, le maître d'ouvrage a fait procéder à l'affichage de cet avis d'enquête sur les lieux, ou un lieu situé au voisinage des aménagements et travaux projetés, et visible depuis la voie publique.

II.2.2. Objet, déroulement et issue de l'enquête publique

La présente enquête a pour objet d'informer le public sur le projet d'aménagement, de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions et de lui permettre d'apprécier l'utilité publique de ce projet. À cet effet, le dossier présente la nature et la localisation des travaux, les raisons qui ont conduit le maître d'ouvrage à retenir le projet soumis à l'enquête et les impacts sur l'environnement.

Pendant la durée de l'enquête, le public peut prendre connaissance du dossier et consigner ses observations directement sur le registre d'enquête. Le public peut également adresser ses observations par écrit au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête (dans les mairies et/ou mairies annexes des communes concernées par le projet) qui les annexera au registre.

En outre le commissaire enquêteur (ou la commission d'enquête) reçoit le public et recueille ses observations aux lieux, jours et heures fixés par l'arrêté préfectoral et l'avis d'enquête.

Le déroulement de l'enquête ne peut être inférieur à trente jours et supérieur à deux mois. Toutefois, le commissaire enquêteur, après avoir recueilli l'avis du préfet, peut, par décision motivée, prévoir que le délai sera prolongé d'une durée maximale de trente jours.

À l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête sont clos par le commissaire-enquêteur ou le président de la commission d'enquête.

Le commissaire enquêteur (ou la commission d'enquête), désigné par le président du tribunal administratif est garant de la neutralité de la procédure d'enquête publique. Après avoir examiné les observations consignées aux registres d'enquête, il est chargé d'établir un rapport relatant le déroulement de l'enquête et de rédiger des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou non à la déclaration d'utilité publique de l'opération. Le commissaire enquêteur (ou la commission d'enquête) doit rendre ses conclusions un mois après la clôture de l'enquête publique.

Ce rapport et ces conclusions resteront à la disposition du public, dans la mairie concernée par le projet, au siège du maître d'ouvrage et à la préfecture départementale pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête.

II.3. Procédures engagées simultanément ou à la suite de l'enquête publique

II.3.1. Déclaration d'utilité publique

Au vu du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur (ou de la commission d'enquête), le préfet de Loire-Atlantique pourra prendre un arrêté déclarant d'utilité publique l'opération relative au dossier mis à l'enquête dans un délai d'un an au plus tard après la clôture de l'enquête. Suivant l'article L.121-2 du code de l'expropriation, ce délai est augmenté de six mois lorsque la déclaration d'utilité publique ne peut être prononcée que par décret en Conseil d'État. Passé ce délai, il y a lieu de procéder à une nouvelle enquête.

L'arrêté préfectoral fera l'objet d'un affichage dans les mairies concernées par le projet, pendant un mois minimum, et d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loire-Atlantique.

La mention de l'affichage en mairie sera insérée dans un journal diffusé dans le département de Loire-Atlantique. Ces formalités déclencheront le délai de recours contentieux de deux mois imparti aux personnes souhaitant contester cet arrêté devant le tribunal administratif.

L'acte déclaratif d'utilité publique pourra comporter des prescriptions particulières en matière de protection de l'environnement, en application de l'article L.122-2 du code de l'expropriation. L'arrêté préfectoral déclarant le projet d'utilité publique sera accompagné d'un document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique du projet.

Conformément à l'article L.121-4 du code de l'expropriation, l'acte déclarant l'utilité publique de l'opération précise le délai accordé pour réaliser l'expropriation. Il ne peut excéder cinq ans si la déclaration d'utilité publique n'est pas prononcée par décret en Conseil d'État en application de l'article L.121-1.

La déclaration d'utilité publique emportera approbation des nouvelles dispositions du PLU de Nantes métropole - commune d'Orvault conformément aux dispositions de l'article L.122-5 du code de l'expropriation.

Le projet faisant partie des catégories de projets susceptibles de porter atteinte à l'environnement, il fera l'objet d'une « déclaration de projet » présentant l'intérêt général du projet, en application de l'article L.123-6 du code de l'environnement. Cette déclaration fait suite à la tenue de l'enquête publique menée en application de l'article L.126-1 du même code.

L'expropriation étant poursuivie au profit de l'État, la déclaration d'utilité publique tient lieu de déclaration de projet.

II.3.2. Compatibilité avec les documents locaux d'urbanisme

L'article L.123-14 du code de l'urbanisme dispose que « Lorsque la réalisation d'un projet public ou privé de travaux, de construction ou d'opération d'aménagement, présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général, nécessite une mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme, ce projet peut faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet.

Dans ce cas, l'enquête publique porte à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

La déclaration d'utilité publique ou la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir qu'au terme de la procédure prévue par l'article L. 123-14-2 ».

Le premier alinéa de l'article L.123-14-2 dispose que « Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan font l'objet d'un examen conjoint de l'État, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L.123-6, de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées au premier alinéa du I et au III de l'article L.121-4 ».

Le projet nécessite la mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU) de Nantes Métropole - commune d'Orvault (voir détails dans la Partie H).

II.3.3. Procédure d'archéologie préventive

Consultée par le maître d'ouvrage, la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) devra indiquer si un diagnostic d'archéologie préventive sera prescrit conformément aux articles L.521-1 à L.524-16 du code du patrimoine.

Dans tous les cas, toute découverte fortuite, à caractère archéologique ou historique, effectuée à l'occasion des travaux sera déclarée immédiatement aux services de la DRAC en application du titre III du Livre V du code du patrimoine et plus particulièrement de ses articles L.531-14 à L.531-16.

II.3.4. Procédure dite Loi sur l'Eau

Le projet nécessite la réalisation d'un dossier d'Autorisation au titre de la réglementation sur l'eau et les milieux aquatiques, conformément aux articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement.

L'objet de ce dossier est d'analyser les ouvrages, installations, travaux ou activités susceptibles d'affecter la ressource en eau et le milieu aquatique. Il présente donc les ouvrages définitifs (ouvrages hydrauliques, ouvrages de rétention et traitement des eaux, etc.), mais également certains ouvrages provisoires nécessaires à la construction de ces derniers (ouvrages hydrauliques provisoires, dérivations provisoires, piste d'accès au chantier, etc.), ainsi que leurs impacts sur la ressource en eau.

L'autorisation est accordée après enquête publique.

Ainsi, le projet d'aménagement du périphérique nord de Nantes est soumis à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article L.123-2 du code de l'environnement.

Il est donc procédé à une enquête unique en application de l'article L.123-6 du code de l'environnement.

L'étude d'impact (et ses annexes) présentée dans la partie E du présent dossier vaut notice d'incidence au titre de la loi sur l'eau.

II.3.5. Enquête parcellaire et procédure d'expropriation

Après la publication de l'arrêté de déclaration d'utilité publique, et sur la base des études précises de définition de niveau projet, le maître d'ouvrage procèdera à l'enquête parcellaire, visant à déterminer contradictoirement d'une part les emprises nécessaires à la réalisation du projet et d'autre part, l'identité certaine et complète des propriétaires et des différents titulaires des droits réels. L'enquête parcellaire sera organisée selon les articles R.131-3 et suivants du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Les propriétaires des terrains touchés par les emprises du projet seront avisés individuellement de cette enquête et seront invités à formuler leurs observations. Un arrêté permettra ensuite de déclarer cessibles les propriétés dont l'acquisition sera nécessaire.

Les résultats de l'enquête parcellaire prendront la forme d'un arrêté préfectoral de cessibilité, pris après avis du commissaire enquêteur, qui contiendra toutes les précisions nécessaires à la réalisation de l'expropriation (liste des parcelles ou des droits réels immobiliers à exproprier), et qui sera transmis dans un délai de six mois au greffe du juge de l'expropriation (le tribunal de grande instance territorialement compétent) sous peine de caducité.

Les propriétaires seront informés par notification individuelle et seront appelés individuellement à prendre connaissance du dossier en mairie pour la cession des parcelles identifiées. S'il n'a pas été possible de les identifier, ils seront informés par un affichage en mairie.

L'arrêté de cessibilité permettra le transfert de propriété des parcelles qui y seront mentionnées soit par voie de cession forcée (ordonnance d'expropriation qui permettra de transférer la propriété au profit de l'expropriant), soit par voie amiable (cession amiable postérieure à la DUP ou ordonnance de donner acte pour les cessions amiables antérieures à la DUP). L'indemnisation des propriétaires et des éventuels locataires interviendra soit par voie amiable, soit par voie judiciaire.

L'ordonnance d'expropriation relèvera de la compétence du juge judiciaire. Il lui reviendra également de fixer le montant des indemnités pour les cas où ces dernières n'auront pas pu être fixées à l'amiable.

D'une manière générale, le maître d'ouvrage recherchera un accord amiable pour les acquisitions nécessaires à la réalisation du projet sur la base de l'estimation de France Domaine (Direction générale des finances publiques).

II.3.6. Procédure de défrichement

Le projet ne nécessite pas d'opérer un défrichement au sens des articles L.341-1 et L.341-2 du code forestier. Aucune demande d'autorisation n'est nécessaire au titre de l'article L.341-3 du code forestier.

II.3.7. Procédure de dérogation à la destruction et / ou au déplacement d'espèces protégées

~~Le projet va occasionner des destructions d'espèces ou d'habitats d'espèces protégées. Ainsi, une demande de dérogation sera effectuée conformément à l'article L.411-2 du code de l'environnement.~~

~~Le dossier sera adressé au préfet du département et présenté pour avis au CNPN (Conseil national de la protection de la nature). Il présentera notamment l'espèce ou les espèces concernées, l'habitat ou les habitats concernés, la nature et les impacts du projet et proposera des mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement ou de compensation.~~

Le dossier a été soumis au CNPN qui a rendu un avis favorable en date du 5 octobre 2015.

Ce dossier a été mis à disposition du public entre le 24 septembre 2015 et le 15 octobre 2015.

II.3.8. Procédure de classement / déclassement de la voirie

Aucune procédure de classement / déclassement ou reclassement des voiries ne sera effectuée dans le cadre de l'opération présentée dans le dossier.

II.3.9. Autres procédures

Indépendamment de la présente enquête publique avant travaux, les autres procédures réglementaires qui pourraient être engagées pour la réalisation des travaux concernent :

- la procédure d'occupation temporaire : cette procédure est susceptible d'être diligentée pour l'utilisation d'emplacements nécessaires aux installations de chantier. Ce type de procédure fait l'objet d'un arrêté préfectoral conformément à la loi du 29 décembre 1892, relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;
- les procédures de déclaration de travaux : un mois avant le début des travaux, le maître d'ouvrage adresse au préfet, en application de l'article 8 du décret n° 95-22 du 9 janvier 1995, les éléments relatifs aux installations de chantier et aux travaux sur la voirie en précisant les mesures qui sont prises, notamment pour réduire les nuisances sonores.

Ces procédures donnent lieu, le cas échéant, au dépôt de déclarations ou à l'obtention d'autorisations.

II.3.10. Construction et exploitation de l'ouvrage

La construction et l'exploitation de l'ouvrage seront assurées sous la responsabilité de l'État.

Les travaux de construction de l'opération déclarée d'utilité publique pourront être lancés par la DREAL des Pays de la Loire, maître d'ouvrage de l'opération, après la libération des emprises et après les autorisations préfectorales au titre de la Police des Eaux (articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement) et au titre de la demande de dérogation exceptionnelle de destruction et/ou de déplacement d'espèces protégées (articles L.41 1-1 à L.41 1-2 du code de l'environnement).

Ils se feront en étroite collaboration avec les collectivités, les riverains, les partenaires administratifs et les structures gestionnaires de servitudes d'intérêt général, tant pour les réseaux en place, que pour la protection ou la conservation du patrimoine naturel, historique, culturel et de la santé publique.

Pendant la phase de travaux, le maître d'ouvrage veillera à la mise en place des dispositions d'évitement, de réduction, de compensation arrêtées lors de l'étude d'impact, et des autorisations relatives à la destruction d'espèces protégées.

III. Textes régissant l'enquête publique

Conformément à l'article R.123-8 3° du code de l'environnement, le présent dossier soumis à enquête publique comprend un document mentionnant les textes qui régissent l'enquête et indiquant la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative à l'opération considérée.

Le contenu des pièces du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique a été élaboré en tenant compte de l'ensemble des textes de référence applicables (lois, décrets, arrêtés, circulaires, normes et guides techniques). C'est notamment le cas de l'étude d'impact valant notice d'incidences au titre de la loi sur l'eau, du dossier de mise en compatibilité du document d'urbanisme et de l'évaluation économique et sociale.

Les textes présentés dans ce chapitre concernent différentes thématiques. Cette liste n'a pas vocation à être exhaustive et reprend uniquement les principaux textes.

III.1. Textes relatifs aux enquêtes publiques

- code de l'environnement, articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-27 relatifs aux enquêtes publiques des opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
- code de l'environnement, article L.126-1 relatif à la déclaration de projet ;
- code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L.121-1 à L.122-7, R.112-1 à R.122-8 relatif à l'utilité publique ;
- code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L.131-1 à L.132-4, et R.131-1 à R.132-4 relatif à l'enquête parcellaire et à l'arrêté de cessibilité ;
- circulaire du Premier Ministre du 5 octobre 2004 relative à la concertation applicable aux projets de travaux d'aménagements et d'ouvrages de l'État et des collectivités territoriales ;
- circulaire Équipement Écologie n° 2004-63 du 22 novembre 2004 relative à la concertation entre les services de l'environnement et les services de l'équipement pour l'élaboration et l'instruction des projets routiers du réseau national.

III.2. Textes relatifs aux études d'impact

- code de l'environnement, articles L.122-1 à L.122-3-5 et R.122-1 à R.122-15 relatifs aux études d'impacts des travaux et projets d'aménagement ;
- code de l'environnement, articles L.124-1 à L.124-8 relatif au droit d'accès à l'information relative à l'environnement ;
- décret n° 2011-2019 du 29 décembre 2011, codifié aux articles R.122-6 à R.122-8 du code de l'environnement, relatif à l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement.

III.3. Textes relatifs à l'évaluation des incidences Natura 2000

- code de l'environnement, articles L.414-4 et R.414-19 à R.414-26.

III.4. Textes relatifs à l'évaluation socio-économique

- code des transports, articles L.1511-1 à L.1511-7 et R.1511-1 à R.1511-10 ;
- décret n°2014-530 du 22 mai 2014 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du code des transports ;
- loi n°2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017 ;
- décret n°2013-1211 du 23 décembre 2013 relatif à la procédure d'évaluation des investissements publics.

III.5. Textes relatifs à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme

- code de l'urbanisme, articles L.123-1 à L.123-20 et R.123-23-1 ;
- décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme.

III.6. Textes relatifs à la protection de la nature et du paysage

- code de l'environnement, articles L.122-1 à L.122-3-3 relatifs aux études d'impact des travaux et projets d'aménagement ;
- code de l'environnement, articles L.411-1 et L.411-2 relatifs à la préservation du patrimoine naturel ;
- code forestier, articles L.341-1 à L.341-10 et R.341-1 à R.341-9, L.214-13 et R.214-30 et R.214-31 relatifs au déboisement des zones boisées.

III.7. Textes relatifs au patrimoine et aux fouilles archéologiques

- code de l'environnement, articles L.341-1 à L.341-22 relatifs aux sites inscrits et classés ;
- code du patrimoine, articles L.521-1 à L.524-16 relatifs à l'archéologie préventive ;
- code du patrimoine, articles L.531-1 à L.531-19 relatifs aux fouilles archéologiques programmées et découvertes fortuites ;
- code du patrimoine, notamment les articles L.621-1 à L.621-29 relatifs au classement et à l'inscription des monuments historiques ;
- code du patrimoine, articles R.522-1 et suivants relatifs aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;
- ordonnance n° 2004-178 du 20 février 2004 relative à la partie législative du code du patrimoine validée par la loi n°2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit ;
- circulaire n°2004/025 du 24 novembre 2004 relative à la concertation entre services aménageurs et services régionaux de l'archéologie et à la perception de la redevance au titre de la réalisation d'infrastructures linéaires de transports.

III.8. Textes relatifs à l'eau et aux milieux aquatiques

- code de l'environnement, articles L.214-1 à L.214-11 relatifs aux régimes d'autorisation ou de déclaration ;
- articles R.214-1 à R.214-5 et R.214-6 à R.214-56 du code de l'environnement, en application des articles L.214-1 à L.214-11 du code de l'environnement ;
- articles L.214-7-1 et R.211-108 du code de l'environnement précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides ;
- arrêté du 1^{er} octobre 2009, précisant les critères de délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R.211-108 du code de l'environnement.

III.9. Textes relatifs à la lutte contre le bruit

- code de l'environnement, notamment les articles L.571-1 à L.571-10 relatifs à la prévention des nuisances sonores ;
- code de l'environnement, articles R.571-32 à R.571-43 relatifs au classement des infrastructures de transports terrestres ;
- code de l'environnement, articles R.571-44 à R.571-52 relatifs à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres ;
- arrêté du 5 mai 1995, relatif au bruit des infrastructures routières ;
- arrêté du 30 mai 1996, relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et de l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

- circulaire n° 97-110 du 12 décembre 1997, relative à la prise en compte du bruit dans la construction de routes nouvelles ou l'aménagement de routes existantes du réseau national ;
- circulaire DGS n° 2001-185 du 11 avril 2001 relative à l'analyse des effets sur la santé dans les études d'impact ;
- circulaire du 12 juin 2001, relative à la résorption des points noirs du bruit des transports terrestres ;
- circulaire du 25 mai 2004, relative au bruit des infrastructures de transport terrestre et à la résorption des points noirs de bruit.

III.10. Textes relatifs à l'air et à l'atmosphère

- code de l'environnement, articles L.220-1 à L.229-19 relatifs à l'air et à l'atmosphère ;
- circulaire du ministère de l'environnement du 17 février 1998 relative à l'application de l'article 19 de la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- circulaire n° 2000-61 du 3 février 2000 relative au guide de lecture et d'analyse du volet sanitaire des études d'impact ;
- circulaire DGS n° 2001-185 du 11 avril 2001 relative à l'analyse des effets sur la santé dans les études d'impact ;
- décret n° 2002-213 du 15 février 2002 portant transposition des directives 1999/30/CE du Conseil du 22 avril 1999 et 2000/69/CE du Parlement Européen et du Conseil du 16 novembre 2000 et modifiant le décret n° 98-360 du 6 mai 1998 relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites ;
- circulaire interministérielle Équipement / Santé / Écologie du 25 février 2005 relative à la prise en compte des effets sur la santé de la pollution de l'air dans les études d'impacts routières.